



Déclaration de la CGT Educ'action au comité technique ministériel du 8 juillet.

Les crises sanitaires, économiques et probablement politiques provoquées par la pandémie seront un fait marquant de ce début de 21^e siècle, pour l'instant il est difficile d'en évaluer la portée.

Dans notre pays, ce drame a mis en lumière des carences de notre système de santé publique et de nos services publics affaiblis par plusieurs décennies de politique d'austérité.

Ce gouvernement et la plupart de ceux qui l'ont précédé ont choisi d'ignorer les alertes et les revendications des personnels hospitaliers comme pour les autres services publics durant ces dernières années et il ne semble pas que le nouveau gouvernement ait l'intention de changer de politique, au contraire dans bien des domaines il annonce vouloir faire avancer les réformes contestées qui ont déjà été engagées.

Pour notre ministère, la crise sanitaire a mis en exergue les inégalités économiques et sociales qui traversent notre pays.

Les élèves des milieux défavorisés ont plus que les autres pâti de la fermeture des établissements scolaires.

Ils ont été massivement confrontés à des difficultés économiques, sociales, familiales et se trouvent être parmi les principales victimes de la fracture numérique, en cette fin d'année beaucoup d'entre eux sont en situation de décrochage scolaires.

C'est pour cette raison que nous demandons au ministre de prendre des mesures d'urgence, notamment budgétaires, pour préparer une rentrée scolaire qui permettra à notre école d'apporter une aide efficace aux élèves les plus fragiles.

Nous considérons qu'une attention particulière doit être apportée à la formation professionnelle sous statut scolaire pour préparer les jeunes à des formations diplômantes de qualité.

Il nous semble nécessaire d'augmenter les capacités d'accueil dans les filières ou les sections, notamment pour les jeunes qui espéraient se tourner vers l'apprentissage et qui ne trouveront pas d'employeur en raison de la crise économique.

Pour rendre possible une rentrée dans de bonnes conditions, nous demandons au ministre de recruter des personnels dans les établissements à tous les niveaux, vie scolaire, services sociaux et bien évidemment enseignants.

La CGT Educ'action revendique toujours que les stagiaires admissibles aux concours internes, dont beaucoup travaillent déjà comme contractuels, puissent être admis.

Nous remarquons d'ailleurs, contrairement aux annonces faites, alors que les besoins existent, que l'ensemble des postes mis aux concours internes n'ont pas été pourvus, ce qui nous semble incompréhensible.

À ce jour, nous vous faisons part de nos inquiétudes au sujet de la préparation de la rentrée. Nous n'avons toujours pas connaissance de la circulaire de rentrée, nous souhaitons connaître rapidement et avec plus de précision les dispositifs envisagés en fonction de la situation sanitaire.

Les discussions entamées par le ministre sur la loi sur la direction d'école n'ont pas commencé alors que celle – ci doit s'appliquer dès le mois de septembre et il ne nous semble pas raisonnable sur ce sujet comme sur d'autres, de prévoir des groupes de travail au-delà du 15 juillet.

Pour faire face aux crises qui pourraient survenir au mois de septembre, notre école a besoin de moyens humains et techniques, et nos collègues attendent d'autres types de valorisation de leur engagement professionnel que les initiatives du type « Open badges », par exemple des augmentations salariales immédiates et un dégel de la valeur du point d'indice ainsi qu'une amélioration de leurs conditions de travail.

Nous souhaitons connaître le montant des enveloppes budgétaires qui seront consacrées à la revalorisation des assistants sociaux et des AESH.

Nous aimerions avoir un calendrier de reprise des discussions sur les salaires des autres catégories de personnels.

Nous demandons toujours au ministre de suspendre l'application des réformes qui suscitent toujours tant d'oppositions parmi nos collègues pour permettre une rentrée sereine.